

L'an deux mil dix, le vingt-neuf novembre, à vingt heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie MÉTADIER, Maire.

Étaient présents :

Mmes et MM. Sophie MÉTADIER, Michelle Cournarie, Philippe MÉREAU, Yves BANDEVILLE, Georgette BARRAULT, Jean-Claude DUPAS, Michèle GRATADE, Monique GUÉRY, Olivier PIQUEUX, Michèle VILLATTE.

Absents excusés :

Raymonde VÉQUAUD (Pouvoir à Georgette BARRAULT), Fabrice DAVOIGNEAU (Pouvoir à Olivier PIQUEUX), Pascal BEAUSSIER (Pouvoir à Philippe MÉREAU), Marie-Claire BOUIN (Pouvoir à Michèle VILLATTE), Joël ANTIER (Pouvoir à Sophie MÉTADIER), Jérôme TARNIER (Pouvoir à Jean-Claude DUPAS).

Absents :

Mmes Dominique MACÉ, Estelle PATOZ et M. Frédéric DUPUIS

Mme Michèle VILLATTE est élue secrétaire.

Le compte-rendu du dernier conseil municipal est approuvé à l'unanimité.

DCM 2010-87. CHOIX DES ENTREPRISES POUR LES TRAVAUX DE LA BIBLIOTHÈQUE ET DU LOGEMENT RUE DE GUIGNÉ

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que lors de sa séance du 15 mars 2010, il avait décidé de restaurer le bâtiment de l'ancien logement de La Poste et les bâtiments annexes afin d'y installer une bibliothèque et un logement.

Le financement par la DRAC des travaux de la bibliothèque est confirmé (35% de la tranche ferme et de la tranche conditionnelle 4). Le service de la lecture publique du Conseil Général nous dit que le financement par le CG37 de ces mêmes travaux ne pourra être confirmé que début 2011 et après le choix des entreprises par le conseil municipal.

Le financement des travaux du logement est confirmé pour la part Etat transitant par le Conseil Général, le financement par le Conseil Régional ne sera confirmé qu'en 2011, à une échéance indéterminée.

Mme Le Maire explique au Conseil Municipal qu'un appel d'offre a été réalisé pour l'exécution des travaux d'aménagement de la bibliothèque et du logement. La commission d'appel d'offre s'est réunie

- le 23 août 2010 pour procéder à l'ouverture des plis. 13 entreprises ont répondu à la consultation, aucune pour les lots 2 et 3. Une consultation complémentaire a donc été lancée pour les lots infructueux par absence de réponse
- le 10 septembre 2010 pour le choix des entreprises, hors lots 2 et 3.
- le 8 novembre pour le choix des entreprises des lots 2 et 3

La commission d'appel d'offre propose au Conseil Municipal de retenir les entreprises suivantes :

1	GROS ŒUVRE MACONNERIE	SARL BRIAULT
2	CHARPENTE	Frédéric DUHOURCQ
3	COUVERTURE	Frédéric DUHOURCQ
4	MENUISERIE BOIS	CHABOISSON MENUISERIE
5	PLATRIERIE CLOISON DOUBLAGE	Ets M.DOMINGUES
6	CARRELAGE - FAIENCE	Alexis BRAZILIER
7	PEINTURE	Patrick GADIN
8	ELECTRICITE - COURANTS FAIBLES	Société TP2E
9	PLOMBERIE SANITAIRE	Sn BARDET
10	CHAUFFAGE VENTILATION	Société TP2E

Cf. documents annexes.

Mme le Maire, sur les conseils du maître d'œuvre, M. Maes, et sur avis de la commission d'appels d'offres, propose de lancer les travaux de la tranche ferme (bibliothèque) et de la tranche conditionnelle 2 (logement), y compris les options et réductions selon tableau annexé

M. Yves Bandeville fait remarquer qu'un risque existe du fait de l'absence de réponses du Conseil Général (pour la bibliothèque) et du Conseil Régional (pour le logement). Il estime le risque trop sérieux. Il précise toutefois qu'il n'est pas du tout opposé au projet de la bibliothèque, mais qu'il pense qu'il vaut mieux attendre les accords définitifs de subvention pour s'engager.

Mme Métadier rappelle que pour le logement, le montant du loyer sera de 350 €/mois environ, étant donné le type de financement demandé. Si toutes les subventions demandées sont accordées, le montant du loyer couvrira les remboursements d'emprunt. Par contre, si la subvention du Conseil Régional n'est pas obtenue, le coût résiduel annuel pour la commune sera de l'ordre de 1500 € / an pendant la durée de l'emprunt.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à 9 voix pour et 1 abstention

- Décide d'accepter la proposition de la commission d'appel d'offres quant au choix des entreprises et de retenir les entreprises suivantes :

1	GROS ŒUVRE MACONNERIE	SARL BRIAULT
2	CHARPENTE	Frédéric DUHOURCQ
3	COUVERTURE	Frédéric DUHOURCQ
4	MENUISERIE BOIS	CHABOISSON MENUISERIE
5	PLATRERIE CLOISON DOUBLAGE	Ets M.DOMINGUES
6	CARRELAGE - FAIENCE	Alexis BRAZILIER
7	PEINTURE	Patrick GADIN
8	ELECTRICITE - COURANTS FAIBLES	Société TP2E
9	PLOMBERIE SANITAIRE	Sn BARDET
10	CHAUFFAGE VENTILATION	Société TP2E

- Décide d'une première tranche de travaux comprenant :
 - la tranche ferme (bibliothèque), y compris options et réductions pour un montant de 175 201.59 € HT, soit 209 541.11 € TTC (TVA à 19.6 %)
 - la tranche conditionnelle 2 (logement) y compris options et réductions pour un montant de 63 981.28 € HT, soit 67 500.25 € TTC (TVA à 5.5 %)
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2010-88. AVENANTS AUX TRAVAUX DE MISE EN VALEUR DU SARCOPHAGE DANS L'ABBATIALE

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal, que lors de sa séance du 4 janvier 2010, il avait décidé la réalisation de travaux pour la mise en valeur du sarcophage dit de Foulques Nerra dans l'église Abbatiale.

La maîtrise d'œuvre des travaux est assurée par le Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine (SDAP), qui a estimé le montant des travaux à 21 803.41 € H.T. et les demandes de subventions ont été faites concernant ces travaux. Le SDAP a proposé l'entreprise Menet pour réaliser les travaux, qui ont commencé en septembre 2010.

Après le début des travaux, l'Architecte des Bâtiments de France a demandé que le sarcophage a constaté la nécessité d'une mise en conformité électrique.

Le montant total des travaux supplémentaires s'élève à 5 390.70 € HT, soit 6 447.28 € TTC.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de demander des subventions complémentaires auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) pour ces travaux supplémentaires de mise en conformité électrique et de faire réaliser ces travaux.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de faire exécuter les travaux nécessaires à la mise en conformité électrique, sous la maîtrise d'œuvre du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine.
- Décide de faire réaliser ces travaux pour un montant total de 5 390.70 € HT, soit 6 447.28 € TTC
- Décide de demander les subventions complémentaires auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2010-89. APPEL D'OFFRE DE RESTAURATION DES VITRAUX DE L'ABBAYE

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal, que lors de sa séance du 4 janvier 2010, il avait décidé la restauration des vitraux de l'Abbaye. La maîtrise d'œuvre des travaux est assurée par le Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine (SDAP), qui a estimé le montant des travaux à 7 665.80 € HT, soit 9 168.30 € TTC. Des demandes de subventions ont été faites concernant ces travaux. Le SDAP a proposé l'entreprise Eric Consel pour réaliser les travaux, qui ont commencé en septembre 2010.

Lors du démontage des vitraux du chœur et du transept nord, il s'avère qu'ils sont beaucoup plus endommagés que prévus et qu'une simple "restauration" ne suffit plus.

Le montant des travaux pourrait s'élever à 25 000 € HT. Vu le montant de ces travaux, il convient d'effectuer une consultation auprès de plusieurs entreprises. Les échafaudages ont été déposés. Les panneaux sont actuellement remplacés par des verres blancs. Le conservateur du Patrimoine doit venir voir l'état des vitraux. Il nous aidera ensuite à monter le dossier de consultation des entreprises. Mme le Maire propose de procéder à cette consultation et de demander les subventions complémentaires auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Autorise Mme Le Maire à procéder à une consultation d'entreprises pour les travaux de restauration des vitraux du chœur et du transept nord de l'abbatiale (vitraux déposés et entreposés à la mairie), sous maîtrise d'œuvre du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine et avec l'aide du Conservateur du Patrimoine.
- Décide de demander les subventions complémentaires auprès de la DRAC.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

FINANCEMENT DU SERVICE JEUNESSE

- Sujet non délibéré

DCM 2010-90. PRIX DE VENTE DE LA DEVINIÈRE

Mme le maire rappelle au Conseil Municipal que lors de sa séance du 14 juin 2010, il avait décidé de vendre la maison dite de la Devinière à Loches, appartenant à la commune de Beaulieu-lès-Loches, pour le prix de 700 000 € net vendeur et d'accepter le cahier des charges annexé à la délibération.

Mme le Maire rappelle également au Conseil Municipal que lors de sa séance du 13 septembre 2010, il s'était accordé suite à la lecture des avis des agences immobilières sur le prix de vente trop élevé et sur la nécessité de revoir ce prix à la baisse. Ceci en attendant d'avoir des propositions d'agences ou d'acquéreurs, pour se prononcer définitivement sur un prix de vente.

Il s'avère qu'aucune proposition d'achat n'a été effectuée. Les agences en charge de la vente de la Devinière ont toutes signé un mandat au prix de 700 000 € net vendeur, et ne peuvent donc pas proposer un prix inférieur à leurs client.

Mme le Maire rappelle que l'estimation des services des Domaines est de 450.000 €.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de fixer un nouveau prix de vente de la Devinière à 500 000 € et de modifier en conséquence le cahier des charges adopté le 14 juin 2010.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à 9 voix pour et 1 voix contre

- Décide de fixer le prix de vente de La Devinière à 500 000 € net vendeur
- Accepte de modifier le cahier des charges afférent
- Dit que les agences et offices notariaux titulaires d'un mandat de vente seront prévenus afin de signer un avenant à leur mandat.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

OUVERTURE D'UNE LIGNE DE TRÉSORERIE

- Sujet non délibéré

DCM 2010-91. VIREMENT DE CREDIT

M. Yves BANDEVILLE explique au Conseil Municipal qu'il est nécessaire de faire un virement de crédit de 18 000 € afin de payer les salaires jusqu'à la fin de l'année. En effet il avait été prévu au budget 2010 trois emplois en contrat aidé (Contrat Accompagnement à l'Emploi CAE ou Contrat Unique d'Insertion CUI). Un quatrième CUI a été signé en début d'année, ainsi qu'un contrat d'apprentissage à l'école maternelle début septembre. Ces deux postes n'étaient pas inscrits au budget 2010.

M. Yves BANDEVILLE précise que l'Etat rembourse à hauteur de 90% du salaire brut les quatre contrats CUI, qui de plus bénéficient d'une exonération partielle de charges. La commune perçoit une aide pour le contrat d'apprentissage à hauteur de 1 700 € par an (contrat de deux ans).

Mme le Maire propose de procéder à un virement de crédit pour la somme de 16 500 € afin de pouvoir assurer le paiement des salaires de décembre 2010.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité

- Décide de procéder au virement de crédit suivant :

Article Programme	Libellé	Fonctionnement dépenses	Fonctionnement Recettes
6411	Rémunération du Personnel	+ 18 000	
022	Dépenses imprévues	- 9 300	
6419	Remboursement sur rémunération du personnel		- 7 200
6226	Honoraires	- 1 500	

- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires au bon aboutissement de ce dossier.

DCM 2010-92. CIRCUIT DE RANDONNÉES PÉDESTRES

Madame le maire demande au Conseil Municipal l'ajout de cette délibération. Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité.

Mme le Maire informe le conseil municipal que suite à l'envoi de la délibération n° 082/2010 concernant l'inscription de nos circuits de randonnées pédestres au Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnée (PDIPR), le comité départemental a fait savoir qu'il manquait les n° des chemins empruntés par les itinéraires et qu'il convenait de fournir des plans cadastraux correspondants afin de pouvoir les localiser. Il convient donc de reprendre la délibération pour y effectuer les précisions nécessaires.

CETTE DÉLIBÉRATION ANNULE ET REMPLACE LA DÉLIBÉRATION N° 082/2010:

Mme le Maire rappelle que lors de la réunion du 19 mars 2010 dans les locaux de la Communauté de Communes, Monsieur POULAIN, Vice-président du Comité départemental de randonnée pédestre, a présenté à l'ensemble des maires les modifications et créations de sentiers qu'il envisage sur les communes du territoire.

Pour notre commune nous avons trois chemins de 2.5 km, 3 km et 12 km. Ce dernier passe sur une propriété privée de la commune de Ferrière-sur-Beaulieu; il convient donc de le modifier.

La Commune étant le porteur de ce projet elle doit procéder à ces modifications de circuits. Mme le Maire communique au Conseil Municipal le nouveau plan concernant la commune de Beaulieu-Lès-Loches, et propose de le valider. Une convention avec la Communauté de Communes Loches Développement (CCLD), propriétaire des jardins de l'Abbaye est nécessaire.

De plus, Mme Le Maire propose d'inscrire au Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnée (PDIPR), l'ensemble des 3 chemins.

En inscrivant ses chemins ruraux, la commune s'engage :

- à ne pas les aliéner (en cas de nécessité absolue par exemple, à l'occasion d'opérations foncières ou de remembrement, le Conseil Municipal proposera au Conseil Général un itinéraire public de substitution, de caractéristiques analogues, rétablissant la continuité du parcours),
- à leur conserver leur caractère public et ouvert,
- à accepter le balisage des itinéraires,
- à assurer l'entretien courant de ces mêmes itinéraires.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de modifier l'itinéraire de 12 km passant par la commune de Ferrière-sur-Beaulieu.
- Décide d'accepter conformément à l'article L-56-57 de la loi du 22 juillet 1983, l'inscription des circuits au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée :

Sur la Commune de Beaulieu-Lès-Loches

- RD 31 Rue Basse / rue Bourgeoise
- VC 4 Rue des Morins
- Rue des Mandats
- Rue du Puits Mourier
- Rue Frotte Bottes
- VC 4 Rue des Morins
- VC 4 Rue Foulques Nerra
- RD 92 Place du Maréchal Leclerc de Hautecloque
- RD 92 Rue de la Vieille Boucherie
- RD 92 Rue Georges Patry
- Rue Basile
- Rue de la Charbonnerie
- Ruelle de la Poterie
- Rue des Grandes Caves
- Rue de Guigné
- VC 8 Rue des Crèmes
- CR 8 Petite Rue des Crèmes
- CR 4 Dit du Marandais
- VC 1 Rue du Puits Gibert
- Mail Saint-Pierre
- AD 138 Jardins de l'Abbaye (propriété de la CCLD)
- AD 201 Chemin le long du Canal
- CR 20 Dit Impasse du Pont Guenard
- RD 92 Rue Sainte Barbe / Rue de La Croix Gaillard
- VC 10 De la Palle à la Croix Bonnin
- CR 15 Ruelle des Chevaux
- CR 11 Des Vignes des Justices au Carroi de Linières
- VC 12 De la Croix Bonnin aux Maisons Rouges
- Ex VC 11 Rue de la Ragotterie
- RD 760
- Ex VC 6 Rue de la Buheterie

Sur la Commune de Ferrière-sur-Beaulieu

- CR 9 Allée de Montaigu
- Allée de la Martinière
- Allée du Mail
- Mail de la Mairie
- RD 355 Allée des Forges
- CR 13 De Beaulieu à Ferrière

Sur la Commune de Beaulieu-Lès-Loches

- CR 6 dit de la Fosse aux Potiers
- RD 355
- VC 1 Rue du Puits Gibert
- VC 2 Rue du Casse Cou
- VC 105 Rue de Viorne
- Rue Naudin
- VC 110 Rue des Bertrands
- CR 11 Des Vignes des Justices au Carroi de Linières
- CR 16 Du Faubourg de Guigné au Pressoir

- VC 9 Rue de la Tour Chevalleau
 - Ruelle du Diable
 - Rue de Guigné
 - CR 24 Ruelle des Boubelins – Impasse des Terrasses de Beaulieu
 - VC 8 Rue du Stade
 - CR 8 Petite Rue des Crèmes
- S'engage à
 - à ne pas aliéner les chemins ruraux (toutefois, en cas de nécessité, à l'occasion d'opérations foncières ou de remembrement par exemple, le Conseil Municipal proposera au Conseil Général un itinéraire public de substitution, de caractéristiques analogues, rétablissant la continuité du parcours),
 - à conserver aux itinéraires leur caractère public et ouvert,
 - à accepter le balisage des itinéraires,
 - à prendre à sa charge l'entretien courant de ces mêmes itinéraires.
 - Autorise Mme Le Maire à signer la convention avec la CCLD pour le passage sur les "Jardins de l'Abbaye".
 - Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'aboutissement de ce projet

DCM 2010-93. DOMICILIATION DE L'ASSOCIATION LA K DANSE

Madame le maire demande au Conseil Municipal l'ajout de cette délibération. Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité.

Madame le Maire expose la demande de l'association " La K-danse " qui souhaite domicilier son siège social à la mairie de Beaulieu-lès-Loches.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Accepte la domiciliation du siège social de l'association " La K-danse " à la mairie de Beaulieu-lès-Loches – 6, Place du Maréchal Leclerc – 37600 Beaulieu-lès-Loches.
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

INFORMATIONS

- Mme le Maire remercie le SIVOM pour son intervention au mail Saint-Pierre dimanche matin.
- L'expertise des Grandes Caves, suite à l'effondrement de juillet dernier, aura lieu le vendredi 3 décembre à 14h.
- Réunion de la commission de voirie le jeudi 9 décembre à 18h sinon le 14 décembre à 18h. Date à déterminer avec le cabinet Lacaze
- Téléthon samedi 4 décembre :
 - 16h30 : spectacle de théâtre à la salle des Templiers. 3 €
 - 19h00 : pot au feu et musique cantonale (de 19h à 20h). 10 €
- M. Méreau (Adjoint) fait remarquer que le revêtement de la Place Jean-Mandé Cigogne a déjà été refait deux fois. Il se creuse beaucoup au niveau des 4 accès voitures. Il faudra étudier la réfection pour le prochain budget 2011. Idem pour le trottoir de la Place Saint-Pierre.
- Ramassage scolaire : suite aux chutes de neige, il n'y a pas eu de ramassage aujourd'hui. Il faudrait être au courant plus tôt s'il y a du ramassage ou pas => Il est demandé d'écrire un courrier dans ce sens au syndicat de transport scolaire.
- M. Méreau et Dupas ont été au Syndicat Intercommunal d'Energie d'Indre-et-Loire, qui leur a présenté l'audit de l'éclairage public. Il y a beaucoup de travaux à faire, mais ce n'est tout de même pas catastrophique. L'audit est à disposition de chacun des élus à la mairie, il devra faire l'objet d'une programmation sur les années à venir.

- Un auditeur demande la parole, qui lui est accordée. Il fait remarquer que des personnes peu scrupuleuses vident des bouteilles dans les bennes à verre à des heures indues; Il demande ce qui peut être fait pour limiter ces nuisances sonores. Il lui est répondu qu'il est trop tard pour mettre un rappel dans l'Echo Bellilocien de décembre (il est déjà parti à l'impression) mais cela sera fait dans le prochain numéro. De plus, un entrefilet sera passé dans la presse locale et un panneau sera installé sur les bennes à verre avec les horaires de dépose.

La séance s'est terminée à 22h10